

Conflits syndicaux dans une maison pour enfants en difficulté L'Avenir social mis en cause par la CGT

Article paru dans l'édition du 24.01.88

Depuis une semaine, la maison d'enfants du hameau d'Orgemont (Essonne), qui accueillait des enfants en difficulté, est gardée vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les fidèles militants de la CGT, munis de talkies-walkies, patrouillent sur les lieux depuis le 13 janvier, chargés de " mettre l'établissement sous bonne garde ". La maison d'enfants, gérée par le syndicat, serait-elle menacée ? " La semaine dernière, cet établissement était occupé par des membres du personnel en grève, répond M. Pierre Blanchard, directeur de l'association L'Avenir social, qui gère l'établissement. Pour que la direction puisse assurer ses responsabilités, il lui fallait absolument reprendre ces locaux. Les choses ont été bien menées, et les grévistes ont quitté les bâtiments. Nous restons maintenant aux alentours, afin de les protéger. "

M. Pierre Blanchard reste malgré tout peu disert sur les circonstances exactes de ce " départ volontaire ". " Il n'y a eu ni bousculade, ni voies de fait, ni affrontements. " Le récit des trente et un membres du personnel en grève depuis le 5 janvier est bien différent. Réfugiés dans un local de la CFDT, à la maison des syndicats d'Evry (Essonne), ils parlent de manches de pioche, de battes de base-ball et de barres de fer. "Aux alentours de midi, le 13 janvier, une centaine de membres du service d'ordre de la CGT se sont postés aux abords de la maison et dans les locaux, et se sont mis à filtrer les entrées, racontent-ils. Nous étions cernés et très inquiets. Ils sont restés là tout l'après-midi et toute la soirée, avant de donner violemment l'assaut à 4 heures du matin. Toutes les portes ont sauté en même temps, et nous avons été plaqués contre les murs. Ensuite, ils nous ont contrôlés et délogés de force".

Alertée, la préfecture du département de l'Essonne ordonne alors la fermeture provisoire de cet établissement, rongé depuis près de deux ans par un conflit sans issue. L'Avenir social, fondé en 1906 par une jeune institutrice engagée dans le mouvement ouvrier, créé au début du siècle, est un héritage de la CGT unitaire du début du siècle. Son conseil d'administration, qui compte cinquante-trois membres, comprend aujourd'hui quarante-trois représentants de la CGT. L'établissement, dirigé par deux militants de ce syndicat, M. Jean Cintas et Alain Prat, depuis 1980, a vécu en paix jusqu'à l'année dernière. "J'étais un peu le directeur "politique" de la maison, raconte M. Jean Cintas. En février 1980, le conseil d'administration m'avait demandé de redresser l'établissement, qui était dans un piteux état, tout en conservant l'esprit CGT de l'institution. J'ai accepté. J'ai remis le navire à flot, élaboré un projet pédagogique avec les éducateurs. " " Cette maison, qui n'accueillait que des enfants issus du canal syndical, a pu ouvrir ses portes à des enfants en difficulté, placés par les directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS). L'établissement recevait dès lors des prix de journée des DDASS et dépendait de moins en moins des dons ou des cotisations de la CGT. Mais, peu à peu, au contact des enfants, j'ai refusé de développer l'esprit CGT. Les enfants n'ignoraient pas l'identité de la maison, et je favorisais les échanges avec les stagiaires de l'école de formation syndicale toute proche. Mais je ne voulais pas aller plus loin. Finalement, je n'étais pas le " politique " qu'ils avaient espéré."

Perte de confiance

Cet esprit d'indépendance ne plait guère au conseil d'administration, qui multiplie les rappels à l'ordre. M. Jean Cintas, accusé d'"antisyndicalisme" tient bon. Il est licencié le 13 février 1987. Motif officiel : "Perte de confiance". Il ne sera pas remplacé.

Les éducateurs, soutenus par le directeur pédagogique, M. Alain Prat, tentent malgré tout de maintenir le statu quo. Mais les pressions reprennent de plus belle. Dans une lettre du 9 mars 1987 le conseil d'administration, qui rappelle que " L'Avenir social est un maillon de la chaîne de solidarité voulu et organisé par la CGT au service de ses adhérents et des familles de salariés victimes du système d'exploitation ", demande au personnel d'" examiner comment, avec les familles et les enfants être partie prenante de la grande manifestation du 22 mars 1987 à Paris pour la défense de la sécurité sociale ".

Lassé par ce harcèlement sans fin, M. Alain Prat, dessaisi peu à peu de la plupart de ses responsabilités, démissionne en novembre 1987. Une équipe d'" experts ", mandatée par le conseil d'administration, débarque alors à Orgemont, afin d'analyser la situation. Au fil des mois, les relations avec le personnel, envenimées par le problème des sous-effectifs puis par de nouveaux désaccords, se dégradent.

Travail en miettes

Le 5 janvier, trente et un des trente-huit membres du personnel se mettent en grève. " L'Avenir social est le bien commun des syndiqués de la CGT, se défend le président de l'association, M. Pierre Blanchard, qui reconnaît avoir peu de fautes professionnelles à reprocher aux éducateurs. Il colle à la peau des syndiqués : ils ont jugé que notre identité était en danger, et ils ont réagi. " Cette "identité" aura coûté sa place au directeur de l'établissement. Sa place, et bien plus encore. Cet ancien mineur de charbon, dont les cinq frères se sont battus au sein de la Résistance, avait trente-huit ans de syndicalisme derrière lui. "Je suis amer, soupire-t-il, je suis issu d'une famille à l'enracinement syndical très fort, et nous sommes tous sortis très éprouvés de cette histoire. Si ce n'était pas moi, je pense que mes frères ne me croiraient pas. J'ai été mis en cause dans l'Humanité et dans des tracts de la CGT, et mes anciens amis du syndicat n'ont plus aucun contact avec moi. Pour eux, je suis un traître; et je les comprends. Il y a dix ans, j'aurais sans doute réagi comme eux pour ne pas mettre en cause le mouvement syndical; je me serais trouvé des prétextes."

Aujourd'hui, les cinquante-sept enfants de l'établissement sont dispersés ici et là : certains ont rejoint leur famille; d'autres ont été précipitamment placés dans des foyers de la DDASS ou dans une famille d'accueil provisoire. "Ils étaient en rupture de tout lorsqu'ils sont arrivés à Orgemont, explique M. Jean-Luc Colombanni, un des éducateurs, mais nous avons fini par les remettre sur pied. Aujourd'hui, ils sont tous séparés, et certains ont quitté le département. Leur scolarité a été brutalement interrompue. Quelle que soit l'issue du conflit, le travail de plusieurs années est en miettes."

CHEMIN ANNE
